


MAIRIE DE LOCRONAN

1 place de la Mairie
29180 Locronan

 : 02 98 51 80 80

Courriel : mairiedelocronan@orange.fr

Marché n°012021spr

**ÉTUDE POUR LA
CREATION D'UN SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE (SPR)
(tranche ferme)
PUIS L'ELABORATION D'UN PLAN DE VALORISATION DE L'ARCHITECTURE ET
DU PATRIMOINE (PVAP)
(tranche optionnelle n°1)
ET D'UN PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS (PDA)
(tranche optionnelle n°2)**

**Contrat valant acte d'engagement et cahier des clauses
administratives particulières**

Marché à procédure adaptée

Établi en application du Code de la Commande Publique

Date limite de remise des offres : le 05 août 2021 à 12 heures

SOMMAIRE

<u>ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ</u>	4
<u>ARTICLE 2 : DURÉE DU MARCHÉ</u>	4
<u>ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS</u>	4
<u>ARTICLE 4 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES</u>	4
<u>ARTICLE 5 : DÉLAIS</u>	4
<u>ARTICLE 6 : DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ</u>	4
<u>ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION</u>	5
<u>ARTICLE 8 : RÉCEPTION DES PRESTATIONS</u>	5
<u>ARTICLE 9 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE – UTILISATION DES RÉSULTATS</u>	5
<u>ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITÉ</u>	5
<u>ARTICLE 11 : RETENUE DE GARANTIE</u>	6
<u>ARTICLE 12 : MODALITÉ DE DETERMINATION DES PRIX</u>	6
<u>ARTICLE 13 : RÉMUNÉRATION DE LA MISSION</u>	6
<u>ARTICLE 14 : AVANCE</u>	7
<u>ARTICLE 15 : ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DÉFINITIFS</u>	7
<u>ARTICLE 16 : FACTURATION</u>	7
<u>ARTICLE 17 : PÉNALITES DE RETARD</u>	8
<u>ARTICLE 18 : RÉSILIATION</u>	8
<u>ARTICLE 19 : SOUS-TRAITANCE</u>	8
<u>ARTICLE 20 : CESSIION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCE</u>	9
<u>ARTICLE 21 : CONTENTIEUX</u>	9
<u>ARTICLE 22 : DEROGATIONS AU CCAG-PI</u>	9

ENTRE :

La commune de Locronan

1 place de la mairie

29180 Locronan

Représentée par Antoine GABRIELE, Maire de Locronan

Ci-après désignée « le pouvoir adjudicateur »

d'une part

ET :

Nom et prénom :

Fonction :

Agissant pour le nom et pour le compte de :

.....

Dont le siège social est situé :

Numéro SIRET ou RCS :

Ci-après désigné « le titulaire »

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

La mission proposée a pour objet la réalisation du dossier nécessaire à la mise en œuvre et à la création d'un site patrimonial remarquable (SPR) régi par un plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine (PVAP) sur la commune de *Locronan*, tel que défini par le code du patrimoine aux articles L631-1 à L631-5, R631-1 à R631-4, D631-5, R631-6, et D631-7 à D631-14.

ARTICLE 2 : DURÉE DU MARCHÉ

Le présent marché prend effet à compter de la date de la notification du marché pour une durée de 36 mois.

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG – Prestations Intellectuelles, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de préséance :

- L'acte d'engagement valant CCAP et son annexe (DPGF)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- La proposition méthodologique fournie par le candidat
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI)
-

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le présent marché est passé en référence à l'article R2123-1 du code de la commande publique, selon la procédure adaptée.

L'ordonnateur est M. Antoine GABRIELE, Maire de Locronan.

ARTICLE 5 : DÉLAIS

La fin du délai d'exécution de la tranche ferme est fixée à 12 mois maximum par le maître d'ouvrage. Elle débutera lors de la 1ère réunion de lancement qui devra se tenir à l'initiative du maître d'ouvrage dans les 2 semaines qui suivront la notification du marché.

La fin du délai d'exécution des deux tranches optionnelles est fixée à 24 mois maximum par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 6 : DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ

Le présent marché est composé d'une tranche ferme et de deux tranches optionnelles, tel qu'il est prévu à l'article R2113-4 du Code de la Commande Publique.

Afin de pouvoir sélectionner les offres en prenant en compte les tranches optionnelles, il est demandé aux candidats d'indiquer un prix par tranche.

Tranche ferme : ÉTUDE POUR LA CREATION D'UN SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE (SPR)

Tranche optionnelle n°1 : ELABORATION D'UN PLAN DE VALORISATION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (PVAP)

Tranche optionnelle n°2 : ELABORATION D'UN PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS (PDA)

L'exécution des tranches optionnelles est subordonnée à la décision de l'acheteur de l'affermir, notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception.

Aucune indemnité d'attente ou de dédit ne pourra être demandée par le titulaire.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION

Les conditions d'exécution sont déterminées par le CCTP.

Le pouvoir adjudicateur remettra au titulaire tous les éléments nécessaires à son étude.

Les documents remis par le titulaire devront être remis en deux exemplaires papier et un exemplaire numérisé. Les fichiers numériques fournis seront dans des formats permettant une exploitation ultérieure par le pouvoir adjudicateur (traitement de texte : format Word ; tableur : format Excel). Les fichiers cartographiques fournis le seront impérativement au format .shp pour permettre leur exploitation dans un Système d'Information Géographique type QGIS.

ARTICLE 8 : RÉCEPTION DES PRESTATIONS

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG-PI s'appliquent. À l'issue de la vérification de la prestation remise, le pouvoir adjudicateur prononce une décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou rejet des prestations.

ARTICLE 9 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE – UTILISATION DES RÉSULTATS

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire est l'option A telle que définie au chapitre V du CCAG-PI.

Le régime de propriété intellectuelle de l'étude est défini par l'option retenue du CCAG-PI.

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu de la collectivité communication de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de la collectivité, être communiqués à des tiers.

En particulier, le personnel du titulaire ainsi que, le cas échéant, celui des sous-traitants, sont tenus à une obligation de confidentialité en ce qui concerne les informations recueillies au cours des entretiens ou celles qui lui sont communiquées pour l'exécution de l'étude.

Si la collectivité constate que cette obligation n'a pas été respectée, il est en droit de réclamer au titulaire du marché des dommages et intérêts équivalents à 5 % du montant total HT du marché.

ARTICLE 11 : RETENUE DE GARANTIE

En raison de la nature des prestations, il ne sera exigé ni garantie à première demande, ni caution personnelle et solidaire, ni retenue de garantie.

ARTICLE 12 : MODALITÉ DE DETERMINATION DES PRIX

Le marché est conclu sur la base d'un prix forfaitaire figurant dans la proposition technique et financière du titulaire. Tous les frais du titulaire relatifs à l'accomplissement de sa mission qu'il s'agisse de temps passé, frais de secrétariat, établissement de documents, frais généraux, frais de déplacements et divers sont réputés compris dans le prix forfaitaire.

Le mois d'établissement des prix est le mois précédant la date limite de remise des offres. Les prix sont fermes pour le 1^{er} trimestre d'exécution du marché. Les prix seront ensuite révisés trimestriellement par application au prix du marché d'un coefficient C_n donné par la formule suivante :

$$C_n = 12,50\% + 87,50\% (I_n/I_0)$$

Selon les dispositions suivantes :

C_n : coefficient de révision.

I_0 : valeur de l'index de référence au mois zéro (mois de réception des offres)

I_n : valeur de l'index de référence au mois n .

À titre d'exemple, la 1^{ère} révision s'effectuera à la date de notification du marché + trois mois. Le mois " n " retenu pour la révision sera le mois précédant la révision. Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant cette période et s'appliqueront sur les prestations exécutées à cette période. La seconde révision s'effectuera à la date de notification + 6 mois selon les mêmes modalités.

L'index de référence I , publié au Moniteur des Travaux Publics ou sur le site de l'INSEE www.insee.fr, est l'index ING (Ingénierie).

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

ARTICLE 13 : RÉMUNÉRATION DE LA MISSION

Le montant de la rémunération de la tranche ferme est établi sur la base d'un montant se décomposant comme suit :

Total HT :

TVA :

Total TTC :

Le montant de la rémunération de la tranche optionnelle n°1 est établi sur la base d'un montant se décomposant comme suit :

Total HT :

TVA :

Total TTC :

Le montant de la rémunération de la tranche optionnelle n°2 est établi sur la base d'un montant se décomposant comme suit :

Total HT :

TVA :

Total TTC :

ARTICLE 14 : AVANCE

L'avance sera versée selon les conditions de l'article R2191-3 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 15 : ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DÉFINITIFS

Les prestations objet du présent marché seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique et précisées aux articles 11 et 12 du CCAG- PI.

ARTICLE 16 : FACTURATION

Depuis le 1^{er} janvier 2020, la facturation électronique est obligatoire.

Vous trouverez ci-dessous les liens utiles :

- <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/> : lien pour s'inscrire et déposer les factures électroniques ;
- <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr> : lien pour se documenter ;

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Outre les mentions légales, les factures afférentes au marché comporteront les indications suivantes :

- le numéro du marché,
- la date d'émission de la facture et son numéro
- les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- la désignation du destinataire de la facture et les mentions liées à la dématérialisation (cf. ci-après)
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la désignation des prestations exécutées et leur date d'exécution
- le montant HT des prestations exécutées, le taux et le montant de la TVA et le montant total TTC
- le montant total des prestations ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

Les factures seront libellées à l'ordre de la commune de Locronan Le titulaire devra se conformer à ces dispositions. En cas contraire, la commune sera contrainte de refuser les factures qui ne

respecteraient pas le format dématérialisé. La commune s'engage à mentionner sur ses engagements juridiques (notifications marchés, bons de commande, affermissement de tranches, ordres de service, ...) les éléments nécessaires (numéro SIRET, code service et référence à rappeler de l'engagement) au dépôt d'une facture sur Chorus Pro.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

Le titulaire demande que le pouvoir adjudicateur règle les sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte précisé ci-après :

Banque :
Code Banque :
Code Guichet :
N° de compte :
Clé RIB :
IBAN :
BIC :

(Joindre un RIB)

Le comptable public assignataire des paiements est :

Mme . La Trésorière Principale de QUIMPER Municipale
Adresse : 5 allée docteur Aristide PILVEN-29107 quimper cedex

ARTICLE 17 : PÉNALITES DE RETARD

Par dérogation l'article 14.1 du CCAG-PI, il sera fait application d'une pénalité de retard de 1/300ème du montant forfaitaire de la mission par jour de retard.

Par dérogation à l'article 20.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000,00 € H.T.

ARTICLE 18 : RÉSILIATION

Les clauses du CCAG-PI sont applicables. En outre, après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. Le titulaire dispose de 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Par ailleurs et conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 83 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014), lorsque le cocontractant ne s'est pas acquitté des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code, le pouvoir adjudicateur, après l'avoir mis en demeure de faire cesser cette situation, pourra résilier le marché à ses torts sans indemnités, à ses frais et risques. L'entreprise disposera toutefois d'un délai de 2 mois à compter de la mise en demeure pour apporter la preuve qu'elle aura mis fin à la situation délictuelle.

ARTICLE 19 : SOUS-TRAITANCE

En cas de besoin, le titulaire pourra faire appel à un sous-traitant dans les conditions définies à l'article 3.6 du CCAG-PI.

ARTICLE 20 : CESSIION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCE

Un exemplaire unique sera délivré à l'entreprise qui en fera la demande.

ARTICLE 21 : CONTENTIEUX

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le tribunal administratif de Rennes est seul compétent. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

ARTICLE 22 : DEROGATIONS AU CCAG-PI

Les dérogations suivantes sont apportées au CCAG- Prestations Intellectuelles

- L'article 3 déroge à l'article 4.1 du CCAG- PI
- L'article 17 déroge aux articles 14.1 et 20.3 du CCAG-PI

Fait en un seul original

À....., le Vu pour valoir acceptation de la présente offre,

Mention manuscrite « Lu et approuvé »

Fait à Locronan, le

Signature du candidat

(Nom, prénom, qualité du signataire, cachet éventuel)

Antoine Gabriele
Maire de Locronan